

Sylvain Rochex
Tournaloup
73110 La Table
04 56 29 35 06

« Homme,
Si tu veux savoir le vrai,
Cherche le juste. »
Victor Hugo

La Table, le 16 octobre 2015 (Recommandé avec A/R)

Lettre ouverte à
Monsieur le Procureur de La République
Tribunal de Grande Instance de Chambéry

Objets :

- ***Une Justice qui tire tout le monde vers le bas n'est pas La Justice.***
- ***La chose publique n'est pas publique.***

Monsieur,

Entre janvier 2015 et octobre 2015, j'ai été jugé (et condamné injustement à deux reprises), en correctionnelle, concernant deux affaires.

La première pour « *Intrusion non autorisée en milieu scolaire* » (en l'espèce, je ne suis pourtant jamais rentré sans autorisation dans un « *milieu scolaire* » – ce sont mes idées en la matière qui dérangent). La deuxième, concernant un regroupement de trois faits : la mise à la poubelle d'une gerbe de fleurs à valeur symbolique, des inscriptions au marqueur sur un autocollant de la bibliothèque de Cognin présentant les logos de tutelles institutionnelles, et des appels téléphoniques « malveillants réitérés » et insultes en direction d'une structure institutionnelle d'animation « socio-culturelle ».

Lors des audiences, j'ai pu à chaque fois expliquer, *sans pour autant justifier* les faits les plus regrettables pour les victimes, les raisons (ou disons les causes) profondes de ces différents gestes. En l'occurrence, **l'absence de communaux**, de **bien commun**, et d'**égalité républicaine** vis-à-vis des lieux, moyens, et espaces publics, qui normalement appartiennent à tous.

J'ai pu également expliquer que le caractère « peu glorieux » de quelques-uns de mes gestes intervenait « au bout du bout du bout » d'environ douze années de tentatives infructueuses, soit pour que des **communaux** (*de la parole et de la terre*) existent, soit pour que le débat puisse avoir lieu, en matière d'**égalité d'expression**, sur le territoire.

J'ai pu dire que tous mes actes dans la cité concernaient avant tout l'intérêt général et le désir profond de pouvoir vivre la *philia* (*amitié et entraide qui peuvent jaillir entre des citoyens libres et autonomes – définition aristotélicienne –*) avec mes concitoyens, notamment pour s'entraider, s'enrichir mutuellement **afin de protéger le vivant, de se mettre à prendre soin**, et de bâtir ensemble un monde meilleur, libéré de ses vieilles logiques mortifères (surtout celles liées au Pouvoir et à l'Argent).

C'est mon postulat : sans **égalité d'expression concrète**, je ne vois pas comment la *philia*, **la réflexivité**, et le partage de toutes les connaissances peuvent fleurir, et donc comment *in fine* nous allons réellement être en mesure de prendre conscience de nos erreurs, de combattre la Propagande, l'aliénation, et de protéger le vivant et l'avenir de l'humanité.

Par exemple, *les Frênes* (1/5ème de nos forêts) sont en train de disparaître, comme tant d'autres portions du vivant, actuellement assassinées à une vitesse exponentielle par les activités humaines. Comment faire si les gens n'ont pas le droit d'en parler (à la base et **partout** où nous le souhaitons, **autant** que nous le souhaitons) ? Comment faire si ce sont éternellement les médias de masse (qui appartiennent tous à la même caste de Possédants), qui décrètent sans arrêt les thèmes dont nous devons parler ?

Si nous ne pouvons pas nous rassembler librement et également, le peuple reste uniquement branché sur le flux de propagande privée ou institutionnelle, ou sur des choses validées, sélectionnées, étiquetées, calibrées, par les autorités (donc « inoffensives » pour les Pouvoirs et les Institutions actuelles), **et nous sommes donc empêchés de transformer la société.**

Le fonctionnement dans lequel nous sommes réalise, en permanence, **une clôture de l'imaginaire social et politique**, **une absence de réflexivité**, et ne permet pas de partager des idées concernant des clés de l'émancipation individuelle et collective.

Le fonctionnement dans lequel nous sommes, nous maintient séparés les uns des autres, où seuls les logiques privatives, particulières et liées à l'argent peuvent s'épanouir, et ce, toujours dans des bulles d'entre-soi « incestueuses » **et donc**

dégénératives. Nous avons une société dissociée, qui consiste en **une juxtaposition de choses privées.** Or, n'êtes vous pas le procureur de la chose publique (*Res Publica*) ?

« Les associations » (Loi 1901), soi-disant pour réaliser une vie citoyenne sont une complète tromperie puisqu'il y a une contradiction dès le départ entre une structure de droit privé, le plus souvent hiérarchisée, qui poursuit ses propres fins particulières, qui définit qui est membre et qui ne l'est pas, et, une vie citoyenne qui se déroule par définition dans l'espace public sans inclure ou exclure personne, pour l'intérêt général.

Les gens étant allés à l'Éducation Nationale, ils ont le plus grand mal à s'intéresser à ce qui n'est pas défini par les institutions comme l'explique parfaitement Ivan Illich dans « *Une Société sans école* » : « *L'enseignement fait de l'aliénation la préparation à la vie, séparant ainsi l'éducation de la réalité et le travail de la créativité. Il prépare à l'institutionnalisation aliénatrice en enseignant le besoin d'être enseigné. Une fois cette leçon apprise, l'homme ne trouve plus le courage de grandir dans l'indépendance, il ne trouve plus d'enrichissement dans ses rapports avec autrui, il se ferme aux surprises qu'offre l'existence lorsqu'elle n'est pas prédéterminée par la définition institutionnelle.* »

On comprend donc mieux, grâce à Illich, pourquoi il s'agit d'empêcher l'égalité d'expression dans les espaces communs de nos institutions. Non seulement car c'est dans l'espace public, et seulement là, que la parole a une véritable efficacité, puisque c'est là qu'elle a du crédit auprès du plus grand nombre (Cf : le propos d'Illich), mais aussi, car c'est dans l'espace public que **les véritables polémiques créatrices et transformatrices**, entre visions du monde différentes, ou opposées, pourront avoir lieu. Là aussi, on le constate tous les jours, le but est de maintenir chacun

dans sa bulle, à poursuivre ses propres intérêts, en compétition avec les autres : « **Une société de lobbies et de hobbies** », disait Castoriadis.

Les Élus de la République sont les premiers chefs de la poursuite de cet état de fait. Ils sont donc les élus de la « Ré-Privée » et **la chose publique n'est pas publique une seule seconde. Elle a été privatisée par l'oligarchie politique** : « *La démocratie peut être aussi définie comme le devenir vraiment public de la sphère publique-publique, laquelle dans les autres régimes est en fait plus ou moins privée. Une des multiples raisons pour lesquelles il est risible de parler de "démocratie" dans les sociétés occidentales d'aujourd'hui est justement que **la sphère publique y est en fait privée**. Avant donc toute discussion de la question démocratie directe ou "démocratie" représentative, on constate que la "démocratie" actuelle est tout ce que l'on veut sauf une démocratie car **la sphère publique-publique est en fait privée, elle est la possession de l'oligarchie politique et non pas du corps politique.***», nous dit aussi ce cher Castoriadis dans « *Figures du pensable* ».

Le fonctionnement dans lequel nous sommes aboutit à la conservation d'un « régime de rareté » à tout point de vue, où chacun de nous n'est pas en mesure de donner le meilleur de lui-même pour le bonheur de tous et où la vie (la diversité) disparaît. Il s'agit d'**un cercle vicieux de stérilité à la place d'un cercle de création, vertueux, où tout le monde progresse**. Il s'agit d'un monde de « monoculture » qui dégrade, à la place de la permaculture qui aggrade.

La condition *sine qua non* d'un « cercle de création » est de permettre volontairement **une zone de réflexivité**, et la mise en question de l'institué.

Si les individus, qui sont prêts à mettre en question l'institué, se

retrouvent toujours à devoir demander l'autorisation pour s'exprimer et œuvrer, à ceux qui ont une place de choix dans l'institué, il y a un conflit d'intérêt immédiat, on tourne en rond, et on nie un principe fondateur de notre civilisation : la possibilité effective et permanente de mettre en question l'institué, pour que jamais la société ni ne se fossilise et ni ne meurt.

Pourquoi étudier *Antigone* dans les « Écoles », pour ensuite, entendre toute sa vie, à tous les coins de rue, et dans vos murs, **la voix de Créon dans toutes les bouches** : « *C'est comme ça, c'est les règles, c'est la loi, il faut bien des règles pour vivre ensemble sinon ça ne marche pas* ». **Oui mais** Antigone et tous les philosophes depuis la nuit des temps disent : « **Oui, il faut peut-être des règles, mais QUI écrit les règles ? Sont-elles justes ? La procédure d'écriture des règles est-elle juste ? Peut-on en écrire d'autres ? Comment changer la procédure d'écriture des règles pour qu'elle soit juste ? Ne doit-on pas conserver la possibilité de mettre en question l'institué à partir de principes qui dépassent de très très loin le droit, et qui animent à chaque fois l'individu dans ses tréfonds : le cœur d'Antigone ?** ».

« *Chacun est législateur pour sa part, et en toute matière, par la moindre de ses pensées* », nous disait Alain. Je pense qu'Alain en disant cela imagine un monde où nous pouvons nous parler de façon efficiente, où nous pouvons partager notre pensée avec les autres et constituer ainsi un cerveau collectif plus efficace et plus vertueux que chaque cerveau pris séparément. Mais la parole a été humiliée (Jacques Ellul : « *La parole humiliée* »)

L'attitude du système judiciaire est évidemment celle de Créon, pas celle d'Antigone, et vous le savez. On a sûrement pu s'en accommoder quelques décennies, voire plus, mais je pense que les crises qui frappent l'humanité à cause du capitalisme et de

l'anthropocène (domination de l'espèce humaine sur la Terre), convoque à nouveau le débat Antigone/ Créon, plus que jamais, **au profit d'une ré-écriture du contrat social et des lois, dans des conditions qui soient justes et réellement démocratiques.** Mais comment faire dans un état de fait *clôturé sur lui-même* comme actuellement ? Et vous y contribuez dangereusement via l'institution judiciaire qui ne permet pas le débat, ou plutôt si, mais dans de très mauvaises conditions, sous forme d'un palliatif inopérant à l'absence de lieux de débat réel dans la société. Le juge, hier, me l'a signifié : « *Ce n'est pas une tribune (ndlr : **tribun**-al ?! ...) ici, mais allez-y, vous pouvez vous exprimer* » ainsi que la Procureur : « *Je ne rentrerai pas dans ce débat ici, ce n'est pas le lieu* ».

Mais où est-ce donc le lieu ?!

Ce n'est visiblement jamais le lieu pour remettre publiquement en question l'institué. Tous les Pouvoirs et toute la bureaucratie dépensent la quasi totalité de leur énergie pour que les choses demeurent ainsi, et pour qu'aucune brèche n'apparaisse jamais.

J'ai pu, lors des audiences, parler, un peu, si peu, de la société dans laquelle nous vivons, qui n'en est pas une, et j'ai pu dire que si on empêche le peuple de s'exprimer (moi y compris), on n'empêche pas en revanche les publicités pour alcool tous les 50 mètres en ville et le milliard de choses toxiques que constitue le réel, et on ne réfléchit pas au fait que **les gens en sont actuellement à déambuler partout avec un téléphone en permanence dans la main** (– à part ça tout va bien ... –) etc. Bref, on occulte constamment que **cette société va très très très très très très mal** (totalement divisée) et que les gens qui la composent aussi. Comment allez-vous, Monsieur le Procureur ?

Puis-je vous montrer une photographie classique du réel qui en dit long ? Il est 12h30, un citoyen de 2015 de la ville d'occident de

vos choix s'est acheté du raisin, il pleuviote. Où ce dernier peut-il aller pour fraterniser tout en mangeant son raisin et pour en donner des grains à l'amie ? **Où sont les espaces publics pour rencontrer les autres ? Il n'y a plus que des commerces.** La dernière campagne de promotion de la ville de Chambéry était trop franche sur ce point : « *Tous les avantages d'un centre commercial, la ville en plus !* »... La ligne a donc été franchie : d'abord un commerce, l'idée de Cité c'est subsidiaire (d'ailleurs cela se voit rien qu'à l'existence d'une campagne promotionnelle d'une ville – les villes étant devenues aussi des produits de consommation, comme tout le reste !).

Encore une fois, si vous êtes bien le procureur de la République, il vous reste quoi à défendre à l'heure actuelle comme « chose publique » et comme « vivre ensemble » ? Les lois ? Elles ne sont pas d'origine démocratique pourtant !

Est-ce que vous défendez d'ailleurs « la chose publique » et le « vivre ensemble », ou bien êtes-vous plutôt missionné pour défendre **le modèle politique diffusé par Platon** (car ça n'a rien à voir) ? Je me pose la question.

J'ai été choqué au dernier degré de tout ce que j'ai vu au palais de justice pendant cette année 2015 – *car avec deux affaires : entre les renvois, les appels, les garde-à-vue, les audiences, le juge des libertés, etc. on en passe du temps dans vos murs !* – j'ai pu donc constater : les humiliations des prévenus à tour de bras, le fait de ne jamais œuvrer pour rehausser et réhabiliter les personnes mais bien au contraire de les enfoncer toujours plus profondément dans leurs vices et leur désespoir, les logiques de classes sociales totalement apparentes (et la différence caricaturale, en cette matière, entre les « *gens de robes* » et les prévenus), la domination frauduleuse des « *gens de robes* » sur les prévenus et les citoyens par les stratégies de langage et de mise en scène, la cruauté sans borne et caricaturale du ministère public à travers les personnages

des Procureurs, et **l'injustice totale de chaque décision (désolé...)**.

Mais je crois que ce qui m'a le plus choqué, c'est comment : à tous les niveaux, à tous les étages, du commissariat, aux salles d'audience, **tout ce monde s'affaire sur les mobiles les plus bas possible**, et que lorsque les mobiles tentent de s'élever, chacun s'affaire avec force et vitesse, pour que ça redescende le plus vite possible.

Dans le même ordre d'idée, souvent apparaît du côté de la défense *l'horreur du monde dans lequel on vit*, conséquence du régime politique et éducatif actuel, qui permet d'expliquer, sans justifier, **la violence des opprimés**. Mais quand apparaît dans les débats, l'ombre incommensurable de **notre régime d'inégalité sociale fondamental** : la corruption généralisée, l'aliénation individuelle et collective, les injustices par milliards, la guerre des classes, le règne absolu de l'argent, les addictions et les consommations mortifères, la compétition sociale, l'imposture de « la classe politique », la loi de la vente mutuelle, l'absence de charité et de fraternité réelle, là aussi, on redescend illico-presto, et pour cela d'ailleurs, qu'on soit procureur ou magistrat : on ment, on menace, on use d'autorité, oui, de cette bonne vieille autorité, la même depuis la nuit des temps qui a toujours abîmé l'humanité, afin que le régime dit de « République » ne soit jamais mis en question, lui et ceux qui le servent ou ceux qui y trouvent leurs intérêts.

« Il y a deux violences, et l'on feint trop souvent, chez ceux qui s'intitulent eux-mêmes « les honnêtes gens » – ou les « gens de bien » – de ne pas s'en apercevoir : la violence sporadique et convulsive des victimes, et la violence permanente, institutionnelle, des régimes qui maintiennent l'ordre au moyen d'une police terrifiante et d'une armée dont les mitrailleuses et les chars sont là pour rappeler aux asservis le devoir d'obéissance. »

Henri Guillemin.

(Je vous sert du Guillemin sur ce point, mais si vous lisez de bons livres, vous en trouverez d'autres du même acabit... beaucoup d'autres ! (chez Ellul, Tolstoï, Thoreau, London, Weil, ... par exemple)

Les tribunaux de « la République » se font évidemment une spécialité pour **ne jamais parler de la violence du régime.**

Et on en revient à chaque fois, à ce qui semble étrangement nous occuper tous : la destruction en règle et minutieuse de l'espèce humaine et la guerre sans fin de tous contre tous, pour le profit exclusif des Possédants.

J'ai pu observer également que le tribunal est un lieu de premier choix pour la diffusion d'**idéologies** assassines dans les classes populaires. **L'idéologie du travail** dans toute sa splendeur, jaillit tel un serpent venimeux, plusieurs fois par heure « *Où en est-il avec LE TRAVAIL ce prévenu ?* », or, **permettez-moi de ne pas faire de lien direct entre la condition d'esclave salarié d'un individu et les bonnes mœurs, bien au contraire !**

Je suis énormément d'accord avec Saint Exupéry quand il dit dans *Citadelle* : « *Le vice n'est que puissance sans emploi* », mais il ne parle évidemment pas ici de l'emploi d'esclave salarié, il parle de la possibilité de s'employer soi-même à des choses enrichissantes et en poursuivant d'autres buts que l'argent. Alors, **avant d'essayer de renvoyer tous les pauvres à des travaux d'esclaves, demandez-vous plutôt ce qu'il reste de possibilité dans cette société, pour s'employer soi-même, à des choses vertueuses pour soi et pour les autres.**

Car en matière d'emploi, la vérité est la suivante :

1. Le chômage n'est qu'un instrument économique de domination qui participe des conditions de l'emploi salarié actuelles telles

qu'elles sont fixées par les industriels et les capitalistes dans leur intérêt exclusif.

2. les pouvoirs publics empêchent constamment :

a) **l'entraide**

et b) les individus de s'employer eux-mêmes – je ne parle pas ici d'auto-entrepreneuriat ! ou d'être « son propre patron » – je parle des choses qui réduisent peu-à-peu **la dépendance à l'argent**, la consommation et augmentent l'autonomie véritable, la recherche de l'essentiel, et l'organisation collective horizontale des gens. Le but est donc bien que chacun demeure un esclave du salariat et de la consommation. Ce que je vous dis là est valable pour la quasi totalité des prévenus, moi y compris. Si j'avais pu, depuis plus de dix ans, exercer mes activités sans l'entrave permanente réalisée par les Élus de « la République », je n'aurais jamais été tenté par des provocations de plus en plus dommageables pour les autres et pour moi... « *Le vice n'est que puissance sans emploi* »... Merci Saint-Ex ! (Citation de Saint-Ex à rapprocher d'une autre d'Alain : « *tous les pouvoirs sans exception iront toujours à fermer toutes les portes.* » pour conclure que l'origine exclusive du vice c'est bien le pouvoir)

Autre idéologie extrêmement atroce, et scandaleuse, diffusée en continu dans les audiences des tribunaux : celle de « **la santé mentale** ». Sur ce point, je vous invite à lire l'excellent ouvrage de Mathieu Bellahsen, « *La santé mentale. Vers un bonheur sous contrôle* » ou celui de Jacques Ellul « *Déviance et déviants dans notre société intolérante* ». A l'instar de l'Éducation Nationale et de ses « psys » associés, vous vous permettez de pathologiser les gens en distribuant des étiquettes frauduleuses et en imposant du « soin » de façon parfaitement inacceptable (stratégie de domination parmi les stratégies de domination, mais de taille celle-ci ! Et d'une violence terrible.)

L'idée de soin se trouvant dans vos murs totalement subvertie ! Et

je trouve ça horrible. Qu'est-ce que prendre soin, de soi, et des autres, Monsieur Le Procureur ? Ne faudrait-il pas commencer par arrêter d'avoir autorité sur les autres, selon le bon mot de Bossuet : « *Il n'y a point de plus grand obstacle à se commander soi-même que d'avoir autorité sur les autres.* »

Et vous d'ailleurs sur ce point ?

J'ai observé très très attentivement les Procureurs agir au quotidien, et je me suis immédiatement demandé comment un être humain pouvait posséder la capacité de conserver une saine conscience en passant ses journées à enfoncer d'autres êtres humains et en jouant avec une telle intensité et une telle constance avec l'abus d'autorité et la cruauté.

Toujours concernant **les idéologies**, j'ai dû arrêter le magistrat qui m'a jugé le 15 octobre quand il en était à au moins sa douzième occurrence du mot « **projet** » pour qualifier mes idées et mes actes. Là dessus, je vous oriente vers Boltanski et Franck Lepage, qui ont parfaitement analysé la violence idéologique de ce mot, qui sert de paravent au mot « produit » et qui transforme tout ce qui bouge (ou qui ne bouge pas d'ailleurs) en marchandise. Comme Franck Lepage, je vous dirais, Monsieur Le Procureur, qu'« en dehors de la Révolution, je n'ai pas de projet ».

Idéologies du travail et de la santé mentale (psychiatisation), voilà par quoi passent très très majoritairement les possibilités de rachat pour les prévenus (comme ça vous gagnez sur tous les tableaux). Mieux vaut ça pour « le système » que quelques « Rousseauismes » bien sentis (j'en parle plus bas).

Rester bas semble être l'objectif de la Justice et de la Police, et surtout, eh bien, c'est connu comme le nez de Cléopâtre ou la Vème symphonie de Beethoven, **toujours ne voir que la violence des opprimés** (Cf : la citation merveilleuse de Brecht plus bas après celle de Guillemin donnée précédemment) et ne jamais

mettre en cause la société dans laquelle on vit **ni la production du droit lui-même**. Tout ceci constitue peut-être un truisme pour l'institution judiciaire, mais pourquoi ne pas le dire de temps en temps au moins comme aiguillon ? Tout le monde sait que dès le premier jour de la première année de droit (et pour toute la suite), la constitution de la Vème République demeure absolument non-critiquable, et qu'elle est donnée comme un absolu (quasi) religieux. Les procédures d'écriture ou de révision de la constitution, et donc *in fine* la question de **l'origine du droit** ne sont pas des questions que les étudiants peuvent se poser et ce, je le répète, dès le premier jour à la faculté de droit. N'est-ce pas votre parcours ? Donc, comment voulez-vous être en capacité d'y songer une seule seconde ?

Cette absence radicale de réflexivité juridique est aussi passionnante qu'horrifiante. Je sais bien qu'il existe ce qu'on appelle la Jurisprudence. Et alors ? Je vous parle, moi, des fondations, pas de ce qu'on entasse sur le toit.

En janvier, lors de mon procès, Madame La Vice-Procureur Dietlind Baudoin (pour laquelle j'éprouve un mélange très subtil d'admiration et d'horreur) a révélé en audience – en réponse à de la philosophie que je convoquais – que **son unique livre de philosophie** était le code Pénal. Permettez-moi de penser que c'est archi-maigre comme culture, ou plutôt que ça ne constitue pas une culture, mais plutôt une religion (« du livre », d'ailleurs).

Sur ce sujet (la religion), j'ai observé qu'un grand nombre de rituels dans les tribunaux confirme l'aspect religieux des choses. Comme « se lever » par exemple, lors des ouvertures et suspensions d'audiences, ce que moi et mon amie avons progressivement cessé de faire. « Le surgé » (je ne connais pas son titre exact) nous a signifié que ça constituait un outrage et que cela serait noté. Un outrage ?! ... De deux choses l'une : soit nous vivons toujours dans « l'ancien régime », et il est donc possible d'outrager quelqu'un **sans rien faire** (car une classe exige des

actes d'allégeance dans sa direction) soit, nous vivons en démocratie, et l'outrage, donc l'insulte, doit être caractérisée par un geste ou un acte ou une parole. Si **l'immobilité et le silence** peuvent constituer un outrage, c'est qu'on décide d'envoyer dans le néant tous les combats du passé pour l'égalité et la liberté.

Mais effectivement, le régime dans lequel on vit n'est pas une démocratie. Les élections sont une supercherie séculaire destinée à tromper le peuple. Adolphe Thiers, Jules Ferry (et beaucoup d'autres) étaient de fieffés coquins au service des Possédants. La Constitution de la Vème République ne définit point une démocratie, ni même une République (dans le sens de chose publique), et n'a pas été écrite démocratiquement.

Chacun d'entre-nous, qui demeure sincère avec lui-même, qui sonde correctement le fond de son cœur, et qui sait observer le réel sans se voiler la face, a une idée précise de l'injustice intrinsèque de ce régime politique totalitaire, et ce, malgré les jolies formules utilisées en continu pour parler de lui.

« L'homme est comme le lapin, il s'attrape par les oreilles ».

Nous sommes nombreux quand même à penser quotidiennement à ce vieil outil d'enfumage (bourdieusien depuis Bourdieu) qui consiste pour le système à ne fournir les armes de la critique réelle qu'à ceux qui ont déjà fourni les preuves de leur allégeance de classe au système (lesquels seront donc toujours tentés plus ou moins de d'abord préserver leurs intérêts de classe avant toute offensive). Ainsi, la conséquence est archi connue – c'est la reproduction sociale – : seuls ceux qui ont la classe sociale qui leur permet d'aller étudier à Paris VII, dans des « grandes écoles », ou dans n'importe quel 3ème cycle universitaire de province, auront le droit de critiquer, **mollement**, le système mais toujours dans des sanctuaires, et avec des objets et langages ésotériques, en

étant toujours séparés du reste de la population.

Enfin, une extrême minorité existe et traverse les époques, ne vous en déplaise, baptisée souvent « *Les Anarchistes* » par vos services, composée d'hommes et de femmes libres qui pensent et/ou se cultivent par eux-mêmes, bien loin de la propagande institutionnelle et des « médias de masse ». C'est en particulier ceux-là qu'il s'agit d'empêcher de parler, voire de criminaliser le plus possible, puisque ceux-là ont conservé intact le but de partager avec la totalité de leurs frères humains (donc, vous y compris) **les vraies causes de la misère.**

Ne jamais remettre en question « la société dans laquelle on vit et le régime », c'est un truisme concernant « la Justice » ou plutôt, un pilier. On parle donc là d'un principe fondamental de votre fonctionnement qui va d'ailleurs le plus loin possible : la parole d'un fonctionnaire de l'État, aura par exemple, techniquement, toujours plus de valeur que celle d'un prévenu ou d'un simple citoyen.

Cela m'amène enfin à écrire cette citation de Brecht, **que je vous invite à afficher à l'entrée des salles d'audience, et dans votre cuisine, tant elle concerne chacun de vos prévenus.**

Qu'ils soient donc aussi « prévenus » de cela !! (lol mdr ptdr) :

« On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent, mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent. »

Bertolt Brecht

Pendant les audiences du 15 octobre 2015 au matin, à l'aide d'une impression au format A4 paysage, cette citation a rencontré un franc succès dans *la salle des pas perdus* auprès des nombreux prévenus présents. Des discussions collectives passionnantes autour de cette phrase (ou de celle de Saint-Ex sur le vice) ont eu lieu. Les prévenus étaient ravis de découvrir que « les jolies phrases » peuvent leur appartenir et leur servir (notamment pour

leur faire découvrir qu'ils sont victimes). Voici donc un lieu (improvisé) de rencontre du peuple et de *philia* : *la salle des pas perdus (on fait comme on peut dans une non-démocratie !)*.

De fait (Cf : le propos de Brecht), le fonctionnement du tribunal est donc un fonctionnement à l'opposé radical de ce qu'on appelle le « Rousseauisme ». **La société est bonne, c'est un acquis coulé dans de l'or fondu** (« Démocratie », « Droits de l'Homme », « Charlie », « République », « Code pénal », « Révolution Française », « Pays libre et développé », « séparation des Pouvoirs », « Constitution »,...) : ce sont bien-sûr les individus qui parfois dérapent et qu'il faut punir. Toute personne qui, à la barre, va prendre (le plus souvent sans s'en rendre compte) le chemin de « Rousseauismes » : c'est-à-dire en alignant des arguments pour dire les injustices premières qui président aux fondations de notre société (et qu'il faudrait donc d'abord traiter avant de continuer *ad vitam* de taper sur les Pauvres), ou pour dire le climat délétère (de division totale) dans lequel nous vivons qui va l'encontre de l'épanouissement individuel et collectif, constitue à chaque fois un chemin vers des mobiles plus élevés.

Mais à chaque fois, l'individu sera ramené vers le bas **c'est-à-dire, dans votre langage : « à ce qui est dans le code pénal et uniquement ce qui est dans le code Pénal ».**

Dans la situation où je me suis retrouvé « prévenu » pour des mobiles bas (vol, inscriptions, insultes), j'ai amené le débat sur les mobiles élevés qui sont les miens et dont je vous parle sans cesse : **l'égalité républicaine d'expression et les Communaux**. Mais, impossible, vous ne m'avez pas entendu (ou si peu) et vous m'avez ramené à ce que j'ai réalisé de plus bas dans toute ma vie (car c'est uniquement là où peut intervenir votre gros livre rouge, sur les choses basses – c'est mon profond sentiment –).

Dans la situation inverse où j'incorpore la posture de victime en portant plainte, **je constate que ma plainte ne peut être acceptée uniquement si je me concentre, là encore, sur les choses les plus basses (mais qui seront dans le code Pénal !)**. En effet, j'ai à trois reprises, en environ 1 année, tenté de porter plainte pour discrimination pour mes opinions politiques, pour favoritisme, entrave à mes activités, abus de position dominante, monopoles, concurrences déloyales et faussées (vis-à-vis des institutions culturelles hégémoniques ou de toute personne morale ou physique plus autorisée que les autres à s'exprimer, à travailler), **mais je n'ai jamais été autorisé à déposer plainte par les officiers... qui officiaient.**

Le nombre de faits de discrimination et de censure en raison de mes opinions politiques existent de façon pléthorique dans mon cas. Laissez-moi inscrire dans cette présente, une des plus simples à comprendre :

Entre les deux tours des élections municipales, j'ai souhaité emprunter le théâtre de La Forgerie à Cognin (unique lieu à vocation théâtral/politique de la ville), pour donner **gratuitement** la « conférence théâtralisée » intitulée « *Sommes-nous en Démocratie ?* » qui critique le système électoral et notre régime politique actuel (et donne à imaginer fortement et très concrètement un tout autre régime : la démocratie). Le théâtre de la Forgerie était disponible (j'ai pu le vérifier), mais on me l'a refusé et on m'a proposé une pauvre salle, assortie d'un « **tarif apéritif** » (!!) à **428 Euros la journée** (sachant que ce prix est décidé arbitrairement). Les élus, alors en campagne pour les élections, ont pu de leur côté organiser autant de « Réunions publiques » qu'ils ont voulues dans le théâtre de La Forgerie. Les personnes (Élues) qui ont pris ces décisions concernant la conférence que je proposais sont ceux qui étaient en

campagne électorale et ceux dont je critique la fonction dans la conférence. **Est-ce bien normal que nous vivions encore dans une époque où il faut demander l'autorisation au roi pour critiquer le roi (et que le roi décide pour lui-même des meilleurs moyens pour rester le roi) ?** Puis-je au moins ensuite porter plainte pour discrimination en raison de mes opinions politiques contre la municipalité ? Non, cela m'a été refusé.

Je sais très bien que lorsque je signale le caractère arbitraire des tarifs, le réflexe est de le nier, si c'est le cas, pouvez-vous répondre à cette simple question (*qui me permet de raccourcir d'un bond un très long argumentaire*) : pourquoi à la fin d'environ 40 à 60 % des manifestations auxquelles on peut assister sur le territoire, on peut entendre le responsable de la manifestation adresser un remerciement public sous la forme suivante : « *Je tiens à remercier tout particulièrement les élus de la municipalité de [ici la commune de votre choix], de nous avoir mis gratuitement à disposition cet espace.* » ...

Je voudrais développer un autre point très croustillant qu'on oublie toujours de raconter mais qui est pourtant très éclairant : « **l'Égalité républicaine** » apparaît uniquement quand nous sommes **des patients** (dans le sens général et étymologique du mot) et disparaît dès que nous pensons à être **des agents** (pas de l'État, mais de notre autonomie).

Je m'explique : **nous sommes étrangement égaux quand, passivement, nous acceptons de recevoir en situation d'hétéronomie, et nous ne sommes plus égaux quand nous prenons l'initiative et que nous cherchons l'autonomie.** La netteté de cette analyse, quand on a le courage de la faire, fait froid dans le dos.

Pour recevoir la propagande d'État via l'Éducation Nationale, là, nous sommes dans « **l'Égalité Républicaine** » (où nous sommes des **patients** et les professeurs des **agents** de l'État). Pour recevoir, en tant que patients là aussi, les traitements de l'industrie

pharmaceutique et nous soumettre à l'ordre de la médecine officielle des hôpitaux, l'idée de « **l'Égalité Républicaine** » apparaît aussi. Même chose pour tous les « services publics » où nous serons toujours **des patients** et jamais **des agents**. Enfin, l'État fait également la promotion de « l'Égalité Républicaine » pour toutes les situations de consommations, de spectacles (en tant que spectateurs) et de divertissements (« *panem et circences !!* »). Nous avons effectivement une égalité d'accès en tant qu'usagers, en tant que consommateurs, **donc en tant que patients**, oui, toujours ; et c'est cela, uniquement cela, votre **Égalité Républicaine ! C'est l'Égalité des Patients hétéronomes !** A l'instant, où l'un d'entre-nous veut être un quelconque **agent/acteur** en quelconque matière, en quête de son émancipation (exemple : les radios, les théâtres,...), apparaît soudainement un régime d'inégalité et de distribution arbitraire, dont nous ne discutons jamais, c'est étrange...

Que signifie l'idée d'Égalité si elle ne concerne que les situations où nous sommes patients/passifs ? C'est comique en fait, vous ne trouvez pas ? Vous êtes égaux, si vous recevez ! Quand vous agissez, c'est plus du tout la même (mais, par une sorte de *magie noire* née de concepts opérationnels et de propagande, on continue de se penser égaux malgré tout).

Et il nous faut évidemment raccrocher tout ceci à l'argent. Quand l'État nous veut patients ou usagers de quelque-chose (**car il en a besoin**) il créera de la gratuité (à partir de l'argent public), mais quand il voudra distribuer et choisir ceux qui auront le droit d'être des agents/acteurs, il installera des contraintes d'argent comme outil de gestion et de distribution.

Je vais ajouter ici un mot sur **le gravissime problème Internet** même si je ne comptais pas vous en parler tant il s'agit d'un complet hors-sujet, voire d'une antithèse si nous voulons parler d'égalité républicaine d'expression et de démocratie, mais l'illusion créée par cet outil est devenue si puissante de nos jours qu'il me

faut absolument en dire un mot.

Je parlais de l'égalité républicaine qui n'existe que pour les patients que nous sommes, eh bien **voilà un outil dont nous pâtissons tous**, qui nous maintient plus que jamais séparés les uns des autres et qui fait de nous **des patients éternels** qui se croient en prime fermement être des agents en usant de cet outil.

Internet : l'illusion des illusions, de désillusions en désillusions, règne complet de l'Image sur la Parole, assassinée.

Les Pouvoirs et les bureaucraties ont très vite compris l'intérêt de la chose pour qu'on entende une mouche voler dans la cité, pour nous maintenir à distance et pour définitivement discréditer puis tuer l'échange verbal et la rencontre avec l'autre : « *Envoyez-nous un mail !* » devient la réponse quotidienne face à toute volonté de discuter avec quelconque administration. Mais ce sont aussi les individus qui se protègent désormais avec le même procédé : « *Envoyez-moi un email ou un SMS !* ».

Marcher à pied est un effort, on a inventé la voiture et construit des routes ; rencontrer l'autre est aussi un effort doublé d'un risque (une intense aventure au pays du hasard et des émotions), on a donc inventé les emails et les SMS ! La voiture a détruit les paysages ; si on ne réagit pas, les Emails et les SMS détruiront l'humanité.

« *Envoyez-nous un mail !* », l'occident cybernétisé-informatisé tout entier semble rivé à la prosodie incantatoire et ensorceleuse de cette malheureuse phrase qui assassine au quotidien la rencontre des hommes.

En matière de liberté et d'égalité d'expression, Internet devient l'alibi en maître. Sur ce point, voici une anecdote personnelle qui dit tout :

Un policier, que des bénévoles d'une petite bibliothèque avaient appelé suite à ma colère face au fait que rien ne soit possible comme interventions citoyennes, me révéla toute l'étendue du massacre Internet, par la formule suivante, que je n'oublierai

jamais : « *Mais Monsieur Rochex, si vous voulez vous exprimer, pourquoi vous n'ouvrez pas un blog ?* ». Dans la bouche d'un policier (fonctionnaire des mouches qui volent dans la Cité), cette phrase valait son pesant d'or pour analyser correctement, et à la racine, le problème Internet.

Internet est ce qui permet d'obtenir un peuple qui n'agit plus et qui ne (se) parle plus. **Internet, c'est la mort de la *philia* et de la démocratie, car la démocratie suppose un peuple qui agit et qui parle en présenciel.** Internet pourrait peut-être exister un jour en tant que bonus d'une vie fraternelle riche et intense, mais actuellement les priorités ne sont pas du tout dans le bon sens.

J'ai pu analyser ces dernières années un autre outil de discrimination, d'exclusion et de distribution de premier plan pour les Pouvoirs en place : donner arbitrairement **des vocations très précises et très solides aux lieux** (bien en amont de leur construction). Ici, le « Zénith » pour recevoir Mylène Farmer (Le Phare à Chambéry), ici le conservatoire pour des étudiants en art, ici, le palais des congrès pour les congrès, les costards, et les petits fours (Le Manège à Chambéry),... chacun pourra terminer cette liste (valable sur la totalité du territoire et donc même dans les campagnes). La logique est la suivante : pouvoir justifier avec une mine d'angelot la discrimination et l'exclusion, sous couvert de vouloir aider ou favoriser telle partie de la population **tout en faisant semblant qu'on aurait tous notre place quelque-part.** Si on regarde bien, là aussi, c'est comique, la seule catégorie qui n'a pas de lieu qui lui corresponde, c'est le simple citoyen, c'est celui qui voudrait exercer sa citoyenneté et **simplement rencontrer les autres.** Est-ce donc « **l'Égalité Républicaine** » aussi, cette façon qu'on a d'entendre partout (dans les lieux publics construits avec l'argent de tous les contribuables) : « *Ha non, ici, c'est un lieu réservé pour... réservé aux...* »

J'indique depuis des années et des années **un tout autre**

aménagement du territoire possible (si le but recherché est bien la citoyenneté, la *philia* et l'égalité républicaine). Que chaque aire urbaine d'environ 100 000 habitants dispose d'une trentaine de petits théâtres de quartier simples d'utilisation, pilotables par n'importe quel citoyen ou groupes de citoyens, avec une organisation par plannings, partage équitable, et tirage au sort.

Avec les dizaines de millions d'euros liés à la construction du Phare (Zénith), on aurait pu en mettre sur pied, au moins une centaine de ces lieux de fraternité et de convivialité réelles. Mais entre un peuple qui se rencontre et qui s'exprime tous les jours, et un peuple qui consomme Mylène Farmer, on sait quelle est la préférence pour les Pouvoirs.

« *Il faut les deux !* » entendra-t-on comme défense perpétuelle ! Mylène Farmer au Zénith, et les nombreux petits théâtres de quartier ?! Si vous voulez mais c'est curieux, à chaque fois que j'entends « *il faut les deux !* » dans n'importe quelle matière, je constate que nous n'en avons toujours qu'un seul des deux *ad vitam*, **et qu'il s'agit toujours du plus « puissant » des deux, jamais du plus humble.**

« *seule la non puissance peut sauver le monde* » nous dit ce cher Jacques Ellul

Je ne souhaite pas inscrire ici la foulditude de situations discriminatoires que j'ai rencontrées sur plus de dix ans à propos de l'utilisation des espaces publics (pour moi et pour d'autres). Pourquoi finalement donner cette liste quand il s'agit d'un système complet, **un paradigme, qui repose intrinsèquement sur l'inégalité de traitement ? Il s'agit d'un système distributif et arbitraire de A à Z, qui opère strictement partout : de la plus grande salle parisienne, à la plus petite salle du plus petit village de France.**

En fait, il s'agirait de quelque-chose de bien pire qu'un simple

régime distributif arbitraire, c'est avant toute chose l'expression du *diabolos*, du diviseur, par peur de l'égalité fondamentale des existences humaines et par peur de la « communion ».

Tout le monde sait, que des vraies rencontres peuvent jaillir la compassion, la perception vraie de l'égalité irrémédiable des humains face aux mystères de la vie et de la mort (ce qui a pour don de tout remettre à plat en terme de pouvoirs, de hiérarchies et de propriétés). Tout le monde sait que la *philia* permet le jaillissement des questions existentielles les plus brûlantes, des questions philosophiques les plus essentielles, et donc une somme de choses parfaitement bouleversantes.

Chacun sait, plus ou moins inconsciemment que, nos erreurs individuelles et collectives séculaires au travers de très nombreuses générations, peuvent nous sauter à la figure, en prenant conscience de la simplicité de la communion et du partage.

C'est sûrement encore davantage cela que les Pouvoirs et les bureaucraties s'empressent de tuer dans l'œuf. A la place de tous se retrouver autour de la table, on fait semblant de vivre avec des programmes et des animations prédéfinis et calibrés pour procrastiner sans fin l'heure de la « communion » et de la vraie rencontre des autres.

« Les institutions présentes, et même l'église, cherchent de produire la grâce lorsqu'elles devraient être des tables autour desquelles je Te retrouve au nom du mystère. » Ivan Illich

Me revient à l'instant, cette fois où j'ai voulu emprunter le théâtre du CHS de Bassens : en trois ou quatre coups de téléphone et au terme de plusieurs débats intenses, nous sommes passés de 1000 Euros les 3 jours, à 100 Euros – une réduction arbitraire de 90 % – (Proposition que je vous fais : pourrions-nous arrêter de prendre le bien commun pour des tapis sur une braderie ? Pourrions, donc,

défendre la République, la chose publique ?)

Parfois, très rarement, cela a donc tourné à mon avantage, ce qui augmente d'ailleurs ma connaissance précise de l'inégalité de fonctionnement concernant le partage du bien commun (puisque j'ai testé les deux côtés de la barrière). **J'ai pu mesurer des centaines de fois que tout reposait sur le copinage**. Est-ce cela une *Res-Publica* ? Une chose commune ? Le partage ? L'égalité ? Est-ce cela *Charlie* ?

Je n'ai donc pas été autorisé à porter plainte pour discrimination (ou pour les autres motifs liés à la concurrence) ou pour ostracisme oligarchique (ce qui serait plus juste). En revanche je sais que si je dépose plainte pour les menaces violentes et agressions dont j'ai été la victime (notamment par deux élus de la République), là, je sais que je pourrais porter plainte (*car c'est dans le code Pénal, comme tout ce qui est bas !*). Je sais aussi que cette plainte aurait même quelques chances d'aboutir et que vous pourriez donc finalement enfoncer ces personnes, fussent-elles Élués, comme vous enfoncez chaque prévenu (alors que ce n'est pas du tout cela mon but, je ne suis pas dans la loi du Talion). Vous feriez cela notamment pour tenter de prouver que « la Justice » existe, et ainsi nous pourrions tous ensemble, demeurer bas, et maintenir tous les cercles vicieux de la violence et de la mort.

Je pense qu'une Justice qui tire tout le monde vers le bas n'est pas La Justice. Je l'ai inscrit en objet de la présente.

Je suis donc sidéré de constater que seuls comptent les objets bas. Sidéré au dernier degré que le sujet de l'Égalité Républicaine dans les lieux publics, que je sois prévenu ou victime, ne peut jamais être un sujet de rendu de la Justice.

Soit je suis prévenu et on traite judiciairement ce que j'ai réalisé

de plus bas, soit je suis victime, mais je dois trouver pour cela des choses les plus basses réalisées sur moi par mes frères humains afin qu'ils se fassent gronder/punir comme des écoliers à leur tour. Et en dehors du tribunal, le débat ne peut point exister.

C'est vraiment n'importe quoi. Indigne de l'être humain.

Alors, je ne comprends pas.

Et **j'accuse** le système judiciaire de favoriser les choses basses, de favoriser à ce point la violence, la mort, ou – dans son fonctionnement de routine – **les choses de « cour de récré » qui ne font jamais rien progresser du tout.**

Vous tournez en rond par exemple avec **le sujet de l'alcoolisme** (7 affaires sur 10 en correctionnelle, au moins, n'est-il pas ?) au lieu de commencer par vous questionner sur la présence de publicités d'alcool tous les 50 mètres, en permanence, dans nos cités...

Je parlais d'affaires de « cour de récré », on y revient : nous avons tous été bêtement SCOLARISÉS (séparés de nous-mêmes, dès 3 ans). **La voilà, la cause profonde de notre misère individuelle et collective.**

Vous-même, Monsieur le Procureur, au fond de votre cœur, c'est l'écureuil, c'est le châtaignier, c'est la mésange, c'est l'abeille, c'est le ruisseau, et tous les monts et scintillements et battements du cœur de la nature que vous préférez par dessus tout. Mais votre classe sociale, associée à l'Éducation nationale, à tous vos déterminismes, vous ont emmené ailleurs, bien loin de vos aspirations premières et notamment, à embrasser un rôle, et quel rôle ! Ce que vous préférez ces jours-ci, ce sont les couleurs flamboyantes des arbres, pas vos dossiers (c'est l'évidence des évidences!). Et si on quittait tous d'un bond divin, un beau matin,

la Salle De Boigne (et les autres), pour aller ramasser des châtaignes et des noix, tous ensemble : Procureurs, Magistrats, Policiers, Greffiers, Avocats, Prévenus, Dietlind, le juge Pataud, et le « Surgé » !

Tous et toutes, nous sommes aliénés par les Institutions et empêtrés dans des rôles. L'ordre social injuste tire sa force de la faiblesse de chacun d'entre-nous à ne pas tenir bon sur ses véritables aspirations cosmologiques et à s'enfoncer dans les rôles à la recherche du Pouvoir. Sauver l'humanité de son *hubris* (démésure) ne peut en passer que par la disparition des rôles ou au moins leur remise en question radicale.

Sur le rôle, permettez-moi de vous offrir un chapelet de citations de Raoul Vaneigem :

« Démocratisé en fonctions publiques et en rôles, le principe monarchique surnage le ventre en l'air comme un poisson crevé. »

« Dans la vie quotidienne, les rôles imprègnent l'individu, ils le tiennent éloigné de ce qu'il est et de ce qu'il veut être authentiquement ; ils sont l'aliénation incrustée dans le vécu. Là, les jeux sont faits, c'est pourquoi ils ont cessé d'être des jeux. Les stéréotypes dictent à chacun en particulier, on pourrait presque dire « intimement », ce que les idéologies imposent collectivement. »

« Les images répétées, les stéréotypes offrent une série de modèles où chacun est invité à se tailler un rôle. (...) L'homme-consommateur se laisse conditionner par les stéréotypes (côté passif) sur lesquels il modèle ses différents comportements. »

« Le rôle a pour fonction de vampiriser la volonté de vivre. – Le

rôle représente le vécu en le transformant en chose, il console de la vie qu'il appauvrit. Il devient aussi un plaisir substitutif et névrotique. – Il importe de se détacher des rôles et les rendre au ludique (...) »

« En de brefs instants, sa vie quotidienne libère une énergie qui, si elle n'était pas récupérée, dispersée, gaspillée dans les rôles, suffirait à bouleverser l'univers de la survie. Qui dira la force de frappe d'une rêverie passionnée, du plaisir d'aimer, d'un désir naissant, d'un élan de sympathie ? Ces moments de vie authentique, chacun cherche spontanément à les accroître afin qu'ils gagnent l'intégralité de la quotidienneté, mais le conditionnement réduit la plupart des hommes à les poursuivre à revers, par le biais de l'inhumain ; à les perdre à jamais à l'instant de les atteindre. »

« Seul l'ennemi recherche la rencontre sur le terrain des rôles ». C'est pourquoi, j'essaie de m'adresser à vous de cœur à cœur.

Monsieur *Le Procureur de la chose publique*, autorisez-moi, je vous prie, à attaquer judiciairement, les Institutions de la « République », en particulier l'Éducation Nationale pour l'ensemble de son œuvre depuis Jules Ferry, la Constitution française (car non démocratique), et le gouvernement prétendument représentatif oligarchique, au motif que tout cela aboutit à un État séparé du peuple et à un peuple séparé de lui-même et divisé, qui se détruit de jour en jour, car il demeure impuissant politiquement.

Autorisez-moi surtout à faire irruption judiciairement pour attaquer **l'absence totale d'Égalité républicaine dans les espaces communs** (source première d'une impuissance politique totale pour la population).

Autorisez-moi d'intervenir pour ces mobiles élevés, et non pour s'en prendre encore à quelqu'un, comme vous vous en êtes pris à moi.

Voulez-vous quand même un article du code pénal pour ne pas vous perdre ? Eh bien, **il s'agit en priorité de l'article sur la discrimination pour opinions politiques (et philosophiques)** et puis ensuite, la série liée à la concurrence (qui nous amène, me semble-t-il, au tribunal de commerce).

Concernant l'Éducation nationale, je suis en train d'étudier les possibilités d'une plainte collective (et massive) de grande ampleur.

Je précise que pour tous ces motifs de « plaintes » énumérés ci-dessus – le débat public n'existant pas, nous en sommes réduits à ce type de procédures – et pour l'ensemble des propos présentés dans cette lettre, mes amies, **Mathilde Anstett** de La Table, et **Sonia Eon** de Saint-Médard-en-Jalles (33) se joignent à moi. Je pense que beaucoup, beaucoup, beaucoup (...) d'autres gens voudraient aussi se joindre, mais pour l'instant, je crois qu'ils ont un peu peur de vous... (ils sont allés à l'école... !)

Je vous prie de recevoir l'expression de mes respectueuses salutations.

Sylvain Rochex

P.S : il reste des châtaignes et des noix dans la forêt ! Et en mars, ce sera l'Ail des ours ! (et ainsi de suite !!).
« *Le vice n'est que puissance sans emploi...* »

